



# Assemblée générale

Distr. générale  
8 avril 1998  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-deuxième session

Point 124 a) de l'ordre du jour

### **Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité : Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït**

#### **Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires**

##### **Additif**

1. La Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK) a été créée par la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité en date du 3 avril 1991. Dans sa résolution 689 (1991) du 9 avril 1991, le Conseil a décidé de réexaminer tous les six mois la question de savoir s'il fallait maintenir la Mission ou mettre fin à son mandat ainsi que la question des modalités de son fonctionnement. Le Conseil a examiné ces questions pour la dernière fois en octobre 1997 et il a décidé de les réexaminer le 4 avril 1998 (S/1997/773).

2. Comme indiqué au paragraphe 12 du rapport du Secrétaire général présentant le projet de budget de la Mission (A/52/824), le montant total des ressources mises à la disposition de la Mission depuis sa création le 9 avril 1991 jusqu'au 30 juin 1998 s'élève, en chiffres bruts, à 461 326 945 dollars (y compris des contributions volontaires en espèces d'un montant de 177 392 467 dollars et une contribution volontaire en nature d'une valeur estimée à 1 820 545 dollars fournies par le Gouvernement koweïtien). Le montant brut des dépenses pour la même période est estimé à 404 418 678 dollars.

3. Le Comité consultatif note au paragraphe 13 du rapport qu'un montant total de 227 812 743 dollars a été mis en

recouvrement auprès des États Membres pour la période allant de la création de la Mission jusqu'au 30 avril 1998 et que les contributions versées pendant la même période se sont montées à 212 364 124 dollars, ce qui, au 31 janvier 1998, laissait à recevoir un montant de 15 448 619 dollars. Le Comité a été informé qu'il existait au 11 mars 1998 un solde disponible de 50,4 millions de dollars.

4. En ce qui concerne les remboursements aux États qui fournissent des contingents, le Comité consultatif note d'après le paragraphe 16 du rapport que les gouvernements intéressés ont été intégralement remboursés, aux taux standard, pour la période allant jusqu'au 31 mai 1997. Le Comité a appris qu'au 31 décembre 1996, 4,3 millions de dollars avaient été payés au titre du matériel appartenant aux contingents et que 2,3 millions de dollars étaient dus au 31 janvier 1998.

5. En ce qui concerne les demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité, le Comité consultatif a appris qu'un montant de 837 000 dollars avait été versé en règlement de deux demandes, pendant la période allant de la création de la Mission jusqu'au 31 mars 1998, et que deux autres demandes étaient encore à l'examen.

#### **Versements excédentaires effectués au titre de l'indemnité de subsistance (missions)**

6. Le Comité consultatif rappelle qu'au paragraphe 9 de son rapport paru sous la cote A/51/683/Add.1, il a indiqué que, d'après les informations fournies par le Secrétariat, le montant total à recouvrer était estimé à 988 443,50 dollars, soit 647 041,50 dollars auprès de 143 fonctionnaires du Siège, 72 067,50 dollars auprès de 19 anciens fonctionnaires de l'Organisation, 148 154,50 dollars auprès de 34 fonctionnaires en poste hors Siège et 121 180 dollars auprès d'observateurs militaires.

7. Dans sa résolution 51/234 du 13 juin 1997, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour recouvrer le montant indûment versé au titre des indemnités journalières de subsistance (missions) et de lui rendre compte, à sa cinquante-deuxième session, des résultats qu'il aurait obtenus et des mesures qu'il aurait prises à l'endroit des personnes responsables de ces débours.

8. Le Comité consultatif note au paragraphe 6 du document A/52/790 et Corr.1 que le montant total des versements excédentaires a été révisé et s'élève non plus à 988 443,50 dollars, mais à 6 312 201,53 dollars, répartis comme suit : 624 191,50 dollars versés à 137 fonctionnaires du Siège, 148 154,50 dollars versés à 34 fonctionnaires en poste hors Siège, 78 747,50 dollars versés à 21 anciens fonctionnaires de l'Organisation et 5 461 108,03 dollars versés à 1 426 observateurs militaires. L'essentiel de la différence concerne des observateurs militaires qui n'étaient plus au service de la MONUIK au moment où le montant initial des trop-versés a été calculé.

9. Le Comité consultatif a été informé que les montants excédentaires versés au personnel civil avaient été découverts par les vérificateurs internes des comptes lors de leur audit de la MONUIK en août 1993, alors que ceux qui avaient été versés aux observateurs militaires avaient été découverts par l'administration de la MONUIK en août et septembre 1996. Le Comité a aussi été informé que l'erreur provenait d'une application erronée des règles applicables à l'indemnité de subsistance (missions), en ce qui concerne plusieurs éléments de celle-ci, par exemple les congés de compensation, le crédit correspondant à 1,5 journée et les week-ends et jours fériés tombant pendant des congés. Le Comité a été informé aussi que la question des week-ends et jours fériés avait été régularisée par la MONUIK à partir du 1er juillet 1993. Par contre, l'application de règles erronées pour les congés de compensation s'est poursuivie jusqu'au 31 mars 1996, l'administration de la Mission n'étant pas d'accord avec les précisions fournies par la Division de l'administration et de la logistique des missions (Département des opérations de maintien de la paix) et les échanges de correspondance se poursuivant entre la MONUIK et le Siège.

10. Le Comité consultatif a d'autre part appris que l'administration de la MONUIK avait établi en août et septembre 1996 que les observateurs militaires recevaient eux aussi des montants excessifs, lorsque tous les détails des règles relatives à l'indemnité de subsistance en mission avaient été précisés et que les paiements effectués à ce titre avaient été analysés. Cette analyse a permis d'établir que les observateurs militaires avaient reçu des versements excédentaires depuis le début de la Mission, en avril 1991, en ce qui concerne le paiement de l'indemnité pendant les congés de compensation pris en dehors de la zone de la mission et le nombre de jours de compensation auxquels ont droit les intéressés, ainsi que l'application erronée de la règle relative au crédit correspondant à 1,5 journée. La Mission a appliqué correctement les règles applicables aux observateurs militaires à partir du 1er octobre 1996.

11. Le Comité consultatif note que, sur le montant total de 6 312 201,53 dollars qui a été versé indûment, un montant de 3 504 802,75 dollars se rapporte à la période qui a commencé le 1er novembre 1993, date à laquelle est devenue effective la décision du Gouvernement koweïtien de prendre à sa charge les deux tiers des dépenses relatives à la Mission.

12. On trouvera aux paragraphes 9 à 16 du document A/52/790 et Corr.1 des informations sur le recouvrement du trop-versé. Le Comité consultatif a été informé qu'au total, 796 152,18 dollars avaient été recouvrés au 28 février 1998 et que des informations sur les autres sommes qui seraient recouvrées seraient présentées dans les rapports ultérieurs du Secrétaire général. Le Comité croit savoir que les fonds ainsi recouvrés sont déposés dans un compte bloqué en attendant l'issue des actions intentées.

13. Le Comité consultatif note au paragraphe 12 de ce rapport que trois fonctionnaires ont présenté un recours devant le Tribunal administratif des Nations Unies en ce qui concerne le recouvrement du trop-versé et que l'affaire est en instance.

14. En ce qui concerne les mesures à prendre à l'endroit des responsables des versements excédentaires, le Comité consultatif note au paragraphe 18 du rapport qu'une enquête officielle est en cours pour établir les circonstances de l'affaire et que les mesures qui seraient éventuellement prises dépendront des conclusions de cette enquête.

15. Le Comité note aussi au paragraphe 19 du rapport que, pour éviter que ce problème ne se pose à nouveau, une nouvelle instruction administrative, qui définit les conditions régissant le versement d'une indemnité de subsistance (missions), est parue le 20 octobre 1997 (ST/AI/1997/6). Elle a pris effet le 1er novembre 1997.

16. Le Comité consultatif demande qu'un rapport distinct soit soumis à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session concernant l'évolution de la question des paiements excédentaires et des jours de congé de compensation; le Comité réexaminera alors la question sur la base de ce rapport.

#### **Exécution du budget de la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997**

17. Comme indiqué au paragraphe 8 et à l'annexe I du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la MONUIK (A/52/790/Add.1 et Add.1/Corr.1), le montant brut des dépenses enregistrées pendant la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 a été de 48 014 300 dollars (montant net : 46 318 300 dollars), alors que le montant total des ressources mises à la disposition de la MONUIK pour la même période était de 52 141 900 dollars en chiffres bruts (montant net : 50 071 000 dollars), d'où un solde inutilisé de 4 127 600 dollars en chiffres bruts (montant net : 3 752 700 dollars). La recommandation du Comité consultatif à ce sujet est présentée au paragraphe 23 ci-après.

18. Le total des dépenses comprend un montant de 557 885 dollars qui concerne des dépenses se rapportant à la période précédente terminée le 30 juin 1996. Le Comité consultatif regrette qu'il ne soit pas expliqué dans le rapport sur l'exécution du budget pourquoi ce montant n'a pas été comptabilisé normalement pendant la période concernée. Il demande qu'à l'avenir, les rapports sur l'exécution du budget des opérations de maintien de la paix présentent en détail les raisons pour lesquelles certaines dépenses seraient comptabilisées pendant la période suivante.

19. Le solde inutilisé de 4 127 600 dollars en chiffres bruts (montant net : 3 752 700 dollars) s'explique essentiellement par des économies réalisées aux rubriques suivantes : dépenses afférentes au personnel militaire et civil; locaux et hébergement; transports; opérations aériennes; fournitures et services; et programmes de déminage.

20. Le Comité consultatif note au paragraphe 10 du rapport que ces économies résultent essentiellement du fait que les besoins ont été inférieurs aux prévisions en ce qui concerne l'indemnité de subsistance (missions) versée aux observateurs militaires, que les voyages à l'occasion du déploiement, de la relève et du rapatriement ont été effectués à un moindre coût grâce à de nouveaux arrangements d'affrètement et que le taux de vacance de postes du personnel civil a été plus élevé que prévu. Les économies apparaissant à d'autres rubriques s'expliquent par l'annulation de certains projets concernant les locaux et l'hébergement et par les mesures d'économie appliquées par la Mission, qui ont permis de

réduire les dépenses de transport et les besoins de fournitures et services.

21. Le Comité consultatif note à l'annexe II.B du rapport que les dépenses ont été moindres que prévu aussi en raison de retards survenus dans l'achat de véhicules et de pièces de rechange, ainsi que de matériel d'observation; d'autre part, la liaison satellite prévue entre Kheitan et le quartier général de la MONUIK n'a pas été installée comme prévu.

22. En ce qui concerne le taux de vacance de postes pour le personnel civil, le Comité consultatif note à l'annexe II.A du rapport sur l'exécution du budget que le taux moyen de vacance de postes a été de 18 % pour le personnel local et de 20 % pour le personnel international, alors que les prévisions de dépenses avaient été établies sur la base de moyennes de 15 % et de 5 %, respectivement.

23. Au paragraphe 11 du rapport, il est indiqué que, en ce qui concerne le financement de la MONUIK, l'Assemblée générale devra décider ce qu'il convient de faire du solde inutilisé de 4 127 600 dollars en chiffres bruts (montant net : 3 752 700 dollars). Le Comité consultatif recommande que ce solde soit porté au crédit des États Membres, étant entendu que les deux tiers du montant seraient d'abord remboursés au Gouvernement koweïtien.

#### **Prévisions de dépenses pour la période allant du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999**

24. Le coût de la Mission pour la période allant du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 est estimé à 50 611 300 dollars en chiffres bruts (montant net : 48 545 600 dollars) (A/52/824, par. 19). Comme indiqué dans le résumé du rapport présentant le projet de budget (A/52/824), ce montant représente en chiffres bruts une augmentation de 2 % par rapport à celui des ressources approuvées pour la période précédente de 12 mois (1er juillet 1997-30 juin 1998), qui était de 49 525 400 dollars en chiffres bruts (montant net : 47 637 200 dollars), compte non tenu de 1 952 100 dollars à verser au compte d'appui. Les deux tiers de ce montant doivent être financés à l'aide de contributions volontaires du Gouvernement koweïtien. Celui-ci fournirait aussi 35 véhicules et 2 remorques pour l'unité du génie de la MONUIK (pour une valeur de 1 793 789 dollars), 1 véhicule qui serait mis à la disposition du commandant de la Force (26 756 dollars) et des fournitures médicales. La recommandation du Comité consultatif concernant les prévisions de dépenses pour 1998/1999 figure au paragraphe 32 ci-après.

25. Le Comité consultatif note au paragraphe 19 du rapport que 40 % environ des prévisions de dépenses ont été calculés sur la base des ratios standard et que 60 % concernent les dépenses propres à la Mission.

26. Les prévisions de dépenses sont calculées en fonction d'effectifs composés comme suit : 195 observateurs militaires, 908 soldats (775 pour le bataillon d'infanterie et 133 pour les unités d'appui), 72 agents civils internationaux et 166 agents locaux (A/52/824, par. 9), soit les mêmes effectifs que ceux qui avaient été approuvés pour la période de 12 mois précédente, allant du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, si ce n'est que cinq éléments ont été ajoutés au personnel d'appui. Le Comité consultatif a été informé qu'au 28 février 1998, les effectifs en poste étaient les suivants : 193 observateurs militaires, 60 agents civils internationaux et 147 agents locaux.

27. Le Comité consultatif note aux paragraphes 14 et 15 de l'annexe II.C que les prévisions de dépenses relatives au personnel international et au personnel local ont été établies compte tenu d'un taux de vacance de postes de 5 %. Étant donné le fort pourcentage de vacance de postes de la Mission (voir par. 22 ci-dessus), le Comité estime que le montant des dépenses prévu à cette rubrique est trop élevé.

28. En ce qui concerne les rations, le Comité consultatif note à l'annexe I du document A/52/824 que le montant total des dépenses prévu pour cette rubrique a diminué, passant de 2,2 millions de dollars pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 à 1,7 million de dollars pour la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999.

29. Il note aussi au paragraphe 9 de l'annexe II.C du document A/52/824 que le coût du déploiement, de la relève et du rapatriement des membres des contingents est calculé sur la base de 1 400 dollars par voyage aller retour par personne. À cet égard, notant à l'annexe II.A du document A/52/790/Add.1 et Add.1/Corr.1 que l'utilisation de vols affrétés permet de réduire les coûts, le Comité recommande que le Secrétariat continue d'utiliser des vols affrétés chaque fois que possible.

30. En ce qui concerne les véhicules, le Comité consultatif note à la rubrique 8 de l'annexe II.A du document A/52/824 que le nombre de véhicules prévu pour la période allant du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 est de 422 (390 véhicules civils et 32 véhicules militaires), soit le même nombre que pendant la période de 12 mois précédente (1er juillet 1997-30 juin 1998).

31. En ce qui concerne les opérations aériennes, le Comité consultatif note à l'annexe I du document A/52/824 que le montant prévu pour les hélicoptères pour la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 (2 476 300 dollars) est plus élevé que pour la période précédente (2 270 600 dollars). Il note aussi à l'annexe II.C que le montant envisagé prévoit la location de deux hélicoptères de manoeuvre moyens qui seront utilisés pour 180 heures de vol par mois. Il note aussi

d'après le rapport sur l'exécution du budget (A/52/790/Add.1 et Add.1/Corr.1, annexe II.B, par. 33) que les prévisions pour la période précédente avaient été établies sur la base de deux hélicoptères moyens effectuant 180 heures de vol par mois, soit au total 2 160 heures, mais que le nombre effectif total d'heures de vol a été de 2 124,08 heures. De même, on prévoyait qu'un avion AN-24 effectuerait 100 heures de vol par mois, soit au total 1 080 heures; or, le nombre d'heures effectif a été de 644,22, soit considérablement moins. Le Comité consultatif estime donc que des économies seront réalisées à la rubrique des opérations aériennes.

32. Les mesures à prendre par l'Assemblée générale sont proposées au paragraphe 27 du document A/52/824. Compte tenu des observations et commentaires faits aux paragraphes 26 à 31 ci-dessus, le Comité consultatif recommande que le budget de la Mission pour la période allant du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 soit maintenu à son niveau actuel, à savoir 49 525 400 dollars en chiffres bruts (montant net : 47 637 200 dollars).